

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Pourquoi-le-gouvernement-de-Venezuela-doit-tomber-vite>

Pourquoi le gouvernement de Venezuela doit tomber vite ?

- Les Cousins - Venezuela -

Date de mise en ligne : jeudi 2 janvier 2003

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Le gouvernement constitutionnel de Hugo Chávez a subi un quatrième coup d'état en huit mois. Le putsch du 11 avril 2002 a initié la série qui se manifeste aujourd'hui sous la forme de grèves générales ou de demandes « civiles » comme une démission, référendum, etc, tous ceux-ci marqués par un fort degré de violence physique et par de la manipulation médiatique.

Par Heinz Dieterich Steffan

[Rebelión](#). España, 7 de diciembre del 2002.

[Leer en español](#)

La forte intensité du désir putschiste contre la démocratie vénézuélienne véhicule un profond paradoxe. La constitution bolivarienne de 1999, née au sein d'une Assemblée Constituante qui fut approuvée par un référendum est sans doute un des actes les plus démocratiques d'Amérique Latine.

Comme le prévoit l'article 72 sur la révocabilité du mandat des fonctionnaires élus, elle stipule que « toutes les fonctions et magistratures élues par des élections populaires sont révocables », à partir de la deuxième moitié de la période pour la quelle les fonctionnaires furent élus.

En appliquant cet article à Chavez, il sera possible de révoquer son investiture à partir d'août 2003, au moyen d'un référendum révocatoire, selon les termes de la Carta Magna. C'est-à-dire qu'il existe une voie institutionnelle pour le changement des dirigeants - qui selon l'opposition est l'objectif des actions menées dans les rues de la capitale- dont l'utilisation protégerait la vie des citoyens, renforcerait le régime démocratique et l'exercice civique du pouvoir et améliorerait la situation économique nationale.

Le président Chávez a affirmé publiquement qu'il se soumettra à cet instrument constitutionnel et les médiateurs internationaux des conflits, comme le Secrétaire Général de l'Organisation des Etats Américains (OEA), César Gaviria, ont insisté sur le fait que le meilleur instrument pour résoudre des problèmes est la voie des institutions. Cependant, les grévistes ignorent ouvertement la constitution et l'organisme en ayant recours à des solutions inconstitutionnelles et des violences urbaines.

Les questions découlant de cette situation sont :

Pourquoi les grévistes ne peuvent pas attendre huit mois, pour réussir leurs objectifs de façon pacifique et institutionnelle ? C'est-à-dire, quelle est l'urgence qui les poussent à agir dans le chaos, l'ingouvernabilité et le coup d'Etat militaire, pour ne pas attendre la date du mois août ?

Les raisons sont évidentes et au nombre de trois. Après le Coup d'Etat du 11 avril 2002, qui fut le point d'orgue atteint par les conspirateurs, ces derniers se sont affaiblis sur deux plans :

- D'une part en perdant l'unité interne, se battant entre eux pour le pouvoir et d'autre part -encore plus important- ils ont perdu une part fondamentale de leur base sociale que sont les secteurs de la classe moyenne. Les 24 heures de pouvoir, qu'ils ont eu après le coup de Etat du 11 avril, ont suffi pour démontrer aux classes moyennes qu'elles avaient été utilisées comme de la chaire à canon dans un projet dictatorial de transition. La suite qui aux moyens dites de « grèves civiles » a seulement approfondi l'érosion de la légitimité de la bande des putschistes, soutenue de l'extérieur par Otto « Troisième » Reich et le franquisme recyclé.

Pourquoi le gouvernement de Venezuela doit tomber vite ?

► La deuxième raison de la hâte putschiste est l'entrée en vigueur le 1er janvier 2003 de lois importantes qui touchent aux intérêts vitaux de l'élite économique. Notamment, la « Loi des Terres » (réforme agraire) qui n'affecte pas seulement les grands propriétaires terriens, mais aussi les spéculateurs immobiliers de tout poil. De même la « Loi sur les Hydrocarbures » qui est encore plus importante parce qu'elle permettrait de démanteler l'état dans l'Etat qu'est l'entreprise pétrolière nationale « Petroleo de Venezuela S.A. » (PDVSA) c'est-à-dire la nomenclature de la corruption de l'exploitation pétrolière qui régit la vie économique du pays et qui est une pièce maîtresse du Nouveau Ordre Énergétique Mondial de George Bush.

Aujourd'hui, seulement 20% des revenus de cette « mega-entreprise » entrent dans les caisses de l'Etat, 80% sont enregistrés comme des « coûts d'exploitation » qui vont enrichir des comptes secrets.

Le pouvoir de cette « cleptocratie » pétrolière s'est renforcé au cours des dernières décennies. En 1974, l'entreprise a versé 80% des revenus à l'Etat et a gardé 20% pour les coûts d'exploitation. En 1990, le rapport était devenu 50/50% et en 1980 finalement il a atteint 20/80% d'où la lutte jusqu'à la mise à mort de la nation pour « leur » or noir.

► La troisième raison, quant à elle, réside dans le doute de pouvoir gagner le pouvoir avec un référendum révocatoire. L'article 72 prévoit trois conditions pour renvoyer un Président :

1) Un nombre supérieur à 20% des électeurs dans la circonscription correspondante est nécessaire pour demander un référendum.

2) Un taux de participation égal ou supérieur à 25% des électeurs inscrits.

3) Le nombre des électeurs qui votent en faveur de la révocation doit être égal ou supérieur au nombre qui ont mandaté le fonctionnaire. Comme Chavez fut élu avec 57% des électeurs, les « grévistes » devraient évaluer ou dépasser ce pourcentage au mois d'août.

Il existe un quatrième point aggravant pour les putschistes. Durant la période dans laquelle fut élu le fonctionnaire « ne pourra se faire plus d'une demande de révocation du mandat », prévoit la Carta Magna, de telle manière qu'un éventuel échec dans le référendum épuiserait toute autre possibilité de destitution du Gouvernement.

Dans la phase actuelle du conflit, les dirigeants du PDVSA et des médias de communication privés vénézuéliens à couverture nationale sont les deux fronts de bataille internes sur lesquels se décide le destin de l'expérience bolivarienne. Les conspirateurs ayant perdu leurs dirigeants des Forces Armées et une partie de leurs bases sociales dans la classe moyenne, la bataille décisive qui déroule réside dans ce, qui n'est rien d'autre que de la subversion, qu'on appelle « une grève active avec un peu d'essence » c'est-à-dire une prise de contrôle de la part de la cleptocratie pétrolière.

Vaincre l'essai de strangulation énergétique par la subversion ouvre le chemin à la destitution de la Direction de PDVSA et la récupération de l'entreprise par la nation. Ceci donnera la mesure du triomphe ou de l'échec du gouvernement. Toute entente avec les conspirateurs sur ces points maintiendra vivante la flamme économique-sociale du putsch et affaiblirait le processus populaire.

Vaincre la conspiration avec des mesures légales, mais fermes, opportunes et audacieuses, réduira l'hydre interne à une seule tête : la pieuvre des médias. La politique de cette pieuvre s'explique par de multiples intérêts économique-politiques de grande envergure, parmi lesquels il faut porter une attention particulière quartet que

Pourquoi le gouvernement de Venezuela doit tomber vite ?

forment Carlos Andrés Pérez, Gustavo Cisneros (Venevisión), Jesus Polanco (El País), y Felipe Gonzales. Mais ce sujet sera l'objet d'une autre analyse.

Post-scriptum :

Traduction de l'espagnol pour *El Correo* de : Estelle et Carlos Debiasi